

ARCHIVIO
ANTROPOLOGICO
MEDITERRANEO

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)
ISSN 2038-3215



موش وفتو؟
الحرية ما عند هاد
وقت... أعتقني!!!

ARCHIVIO ANTROPOLOGICO MEDITERRANEO on line

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)

SEMESTRALE DI SCIENZE UMANE

ISSN 2038-3215

Università degli Studi di Palermo
Dipartimento di Beni Culturali, Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici
Sezione Antropologica

Direttore responsabile
GABRIELLA D'AGOSTINO

Comitato di redazione
SERGIO BONANZINGA, IGNAZIO E. BUTTITTA, GABRIELLA D'AGOSTINO, VINCENZO MATERA,
MATTEO MESCHIARI

Segreteria di redazione
DANIELA BONANNO, ALESSANDRO MANCUSO, ROSARIO PERRICONE, DAVIDE PORPORATO (*website*)

Impaginazione
ALBERTO MUSCO

Comitato scientifico

MARLÈNE ALBERT-LLORCA

Département de sociologie-ethnologie, Université de Toulouse 2-Le Mirail, France

ANTONIO ARIÑO VILLARROYA

Department of Sociology and Social Anthropology, University of Valencia, Spain

ANTONINO BUTTITTA

Università degli Studi di Palermo, Italy

IAIN CHAMBERS

Dipartimento di Studi Americani, Culturali e Linguistici, Università degli Studi di Napoli «L'Orientale», Italy

ALBERTO M. CIRESE (†)

Università degli Studi di Roma «La Sapienza», Italy

JEFFREY E. COLE

Department of Anthropology, Connecticut College, USA

JOÃO DE PINA-CABRAL

Institute of Social Sciences, University of Lisbon, Portugal

ALESSANDRO DURANTI

UCLA, Los Angeles, USA

KEVIN DWYER

Columbia University, New York, USA

DAVID D. GILMORE

Department of Anthropology, Stony Brook University, NY, USA

JOSÉ ANTONIO GONZÁLEZ ALCANTUD

University of Granada, Spain

ULF HANNERZ

Department of Social Anthropology, Stockholm University, Sweden

MOHAMED KERROU

Département des Sciences Politiques, Université de Tunis El Manar, Tunisia

MONDHER KILANI

Laboratoire d'Anthropologie Culturelle et Sociale, Université de Lausanne, Suisse

PETER LOIZOS

London School of Economics & Political Science, UK

ABDERRAHMANE MOUSSAOUI

Université de Provence, IDEMEC-CNRS, France

HASSAN RACHIK

University of Hassan II, Casablanca, Morocco

JANE SCHNEIDER

Ph. D. Program in Anthropology, Graduate Center, City University of New York, USA

PETER SCHNEIDER

Department of Sociology and Anthropology, Fordham University, USA

PAUL STOLLER

West Chester University, USA



UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PALERMO
Dipartimento di Beni Culturali
Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici
Sezione Antropologica



fondazione ignazio buttitta

Editoriale

5 Gabriella D'Agostino - Mondher Kilani, *Presentazione / Présentation*

Ragionare

9 Francesca Maria Corrao, *Arab Revolutions: The Cultural Background*

17 Samia Mihoub, *Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne*

33 Seima Soussi, *Comment faire la révolution à l'heure d'internet?*
Regard sur le rôle des médias sociaux dans la révolution tunisienne

41 Nabih Jerad, *La révolution tunisienne: des slogans pour la démocratie aux enjeux de la langue*

Documentare

55 Emir Ben Ayed, *Luttes pour la liberté et la dignité. Témoignage post-révolutionnaire d'un photographe tunisien*

Raccontare

73 Mondher Kilani, *Une expérience de la révolution tunisienne.*
Réflexions recueillies par Gabriella D'Agostino

Ricerca

79 Habib Saidi, *Parcours de la mort subite d'une dictature: Tourisme de colère, façadisme corrompu et révolution touristique*

89 Paola Gandolfi, *Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le «rivoluzioni»*

105 Joni Aasi, *Israël face au Printemps arabe: La force des mouvements populaires*

115 Leggere - Vedere - Ascoltare

127 Abstracts

Habib Saidi

Parcours de la mort subite d'une dictature: Tourisme de colère, façadisme corrompu et révolution touristique¹

Je tente dans cet article d'identifier la présence du tourisme dans les sphères politiques, sociales et culturelles de la société tunisienne en repérant plus spécifiquement son insertion active et passive dans le processus des changements décisifs qui ont marqué le pays depuis l'indépendance, soit depuis que l'État postcolonial tunisien ait misé sur l'industrie touristique comme choix stratégique de développement. À cet effet, j'avance l'idée selon laquelle le tourisme a été l'un des «facteurs» majeurs qui ont contribué à la Révolution tunisienne et qui continue d'agir pour le meilleur comme pour le pire sur le cours des événements dans la phase postrévolutionnaire.

Dès lors, cette contribution sera inscrite dans une double perspective rétrospective et prospective. Dans un premier temps, je ferai un survol de l'histoire du tourisme en Tunisie en mettant notamment l'accent sur l'implication de ce domaine dans la dynamique des mutations qu'a connues la Tunisie durant les 50 dernières années. Dans un second temps, je ferai le point sur la crise actuelle du tourisme tunisien et, partant, sur l'ambivalence de celui-ci entre des perspectives de relance prometteuses et des risques de faillite fatale. Pour ce faire, un intérêt particulier sera porté à deux phénomènes de l'après-révolution du 14 janvier 2011. Le premier concerne les débats houleux engagés par des professionnels du tourisme et par l'opinion publique, y compris les partis politiques, sur le sort de ce secteur. Le deuxième cerne les nouvelles tendances d'activités touristiques, plus particulièrement celles qui prônent un renouveau du tourisme tunisien et une certaine réappropriation de ce dernier par les mouvements citoyens. À ce titre, je m'attarde sur l'émergence de pratiques touristiques épousant le concept du tourisme alternatif, ainsi que sur quelques initiatives privées visant le remodelage de l'image touristique du pays par l'organisation d'expositions et par la création de nouveaux musées susceptibles d'inviter les touristes d'ici et d'ailleurs à aller au-delà des attraits balnéaires du pays².

Le tourisme comme vitrine moderniste

Dans un livre consacré à l'étude de l'époque bourguibienne et de ses principaux acteurs, Camau et Geisser (2004) relatent un témoignage pertinent de Mohamed Ben Smail, alors chargé, en 1962, de la création de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT). Ce responsable décrit l'intérêt de Bourguiba pour le tourisme, de même que son empressement à transformer sa ville natale en une zone touristique:

Bourguiba croyait au tourisme dans la mesure où il voulait que Monastir, sa ville natale, devienne une grande cité touristique. Pendant quatre ans il m'a «matraqué» pour que le maximum de projets soit réalisé à Monastir. Avec la très belle équipe de collaborateurs que j'avais constituée et en liaison avec le ministère de l'équipement, nous avons pour objectif d'assurer l'implantation d'un certain nombre de zones touristiques: Jerba, Tozeur-Nefta, Gafsa, Kairouan, Sousse-Monastir, Tunis et Hammamet. Mais finalement nous nous sommes retrouvés avec cinq ou six grands hôtels à Monastir et un seul à Jerba (l'hôtel Ulysse), Gafsa, Kairouan, Bizerte (*ibidem*: 549).

Certes, cette citation projette une lumière crue sur le favoritisme de Bourguiba quant à sa ville natale et, par voie de conséquence, à sa région et à ses proches. Mais elle nous éclaire aussi sur une autre réalité très connue pour les Tunisiens, celle de l'attirance, pour ne pas dire le penchant du leader tunisien envers le tourisme. D'où le choix décisif de faire de ce dernier l'un des piliers fondamentaux de l'État postcolonial. Dans cette perspective, il faut rappeler que Bourguiba a été sans conteste le fondateur de trois projets majeurs et interdépendants qui ont marqué la société tunisienne: 1. L'élaboration d'une politique active de modernisation touchant pratiquement à tous les secteurs de la société (éducation, santé, urbanisation, etc.) 2. La promulgation du code du statut personnel qui a permis l'émancipation de la femme et l'interdiction de la polygamie; 3. L'inscription du pays dans la dynamique du tourisme international et par là son ouverture à l'Europe et à l'Occident en général.

Comme il sera démontré plus loin, ce choix d'opter pour le tourisme ne peut être limité au seul facteur économique, mais s'inscrit bel et bien dans le cadre de cette politique de modernisation susmentionnée. Pour ainsi dire, le tourisme et la modernisation constituent deux faces d'une même monnaie, en l'occurrence, celle de l'époque bourguibienne. Non seulement parce qu'ils sont nés ensemble dans la foulée des projets novateurs initiés par Bourguiba à l'aube de l'indépendance, mais surtout parce que le tourisme était en quelque sorte l'une des illustrations et des concrétisations de cette politique au regard des dirigeants de l'époque. En d'autres termes, le tourisme a servi d'interprète à la modernisation. Il lui a permis de se traduire en un langage transmissible, communicable et dans une certaine mesure propagandiste grâce à la multiplication des équipements touristiques. Bien qu'ils soient destinés à accueillir les touristes, ces équipements ont joué un autre rôle, celui de montrer aux Tunisiens et aux étrangers les réalisations modernistes de l'ère bourguibienne, ou si l'on se permet ce néologisme, les «théât-réalisations» de l'apparat moderniste (Saidi 2006). En effet, pour Bourguiba les Tunisiens, les touristes et les étrangers sont tous appelés à admirer les réalisations de son époque plutôt que celles de ces prédécesseurs qu'il dénonce et accuse d'être à l'origine de la colonisation du pays et de son sous-développement. En ce sens, il ne ménage aucun empire de ces accusations qu'ils soient Romains, Arabes, Ottomans ou Français. Ainsi, le leader prenait le passé pour un démon qu'il fallait bannir en démantelant «ses structures périmées»³ du paysage tunisien.

Selon cette vision qui imprégnait l'imaginaire collectif tunisien de l'époque et se répand même jusqu'à aujourd'hui, ces structures seraient localisées dans les zones reculées et rurales, celles notamment situées en arrière-pays, c'est-à-dire loin des zones côtières, plus précisément vers les régions du centre, du sud et du nord-ouest. C'est la vision qui a contribué à la concentration du secteur touristique le long du ruban côtier et à la transformation de celui-ci en une sorte de ligne de démarcation, voire en un fossé creusé divisant le pays en deux parties antagonistes dont l'une serait moderne, belle, développée et prospère et l'autre arriérée, délabrée, rétrograde et misérable.

Pour mieux saisir cette idée, je tiens à rappeler ces quelques éléments historiques et géographiques quant à la répartition territoriale des infrastructures et des activités touristiques. La Tunisie a fait son décollage touristique dans les années 1960, avec la construction des premiers établissements d'accueil (hôtels et villages touristiques) qui étaient distribuées sur quatre pôles de concentration hôte-

lière. Le premier est situé dans la région du Sahel, notamment autour des deux villes de Monastir et de Sousse. Le deuxième a concerné la région du Nord-est, notamment les deux villes de Nabeul et d'Hammamet. Le troisième a couvert la zone Sud-est, représentée ici par l'île de Jerba et la localité de Zarzis. Enfin, le quatrième pôle a réuni les hôtels implantés dans le secteur de Tunis et ses banlieues.

Les régions et surtout les villes qui se sont accaparées la part de lion de ces établissements ont petit à petit acquis un certain prestige. Leur notoriété touristique grandissante les montrait aux yeux des Tunisiens comme des lieux où la modernité prônée par l'État et son leader a pris forme et visage. Une des premières conséquences de cette perception largement partagée et répandue à l'époque, fut que le tourisme devint progressivement le principal baromètre pour mesurer le degré de modernisation et de développement d'une ville ou d'une région. Selon cette «nouvelle» unité de mesure, la ville la plus modernisée, pour ne pas dire la plus moderne tout court, serait la mieux pourvue d'hôtels et de discothèques, qui accueille le plus de touristes et dont les plages s'ouvrent tout l'été à un maximum d'estivants étrangers. À l'opposé, une ville de moindre modernité, sinon sous-développée, serait celle qui se trouvait en dehors ou à la marge de l'activité touristique. Même si cette distinction entre une ville et une autre semble à première vue arbitraire et un peu caricaturale, elle demeure indicative des premières mutations sociales et culturelles engendrées par le tourisme, ainsi que de la place centrale de celui-ci dans les changements les plus nets pour les Tunisiens à l'ère postcoloniale.

Le tourisme a donc favorisé un modèle de modernisation standardisé dont les traits principaux sont la prolifération d'hôtels, l'intensification de l'activité urbaine et son étirement sur le littoral méditerranéen. Cet aménagement du territoire côtier faisant agencer les complexes hôteliers les uns à côté des autres à l'image de «dents de peigne» (Jedidi 1986: 295), a doté le pays d'une façade en trompe-l'œil et de faux-semblants modernistes limités à quelques régions, aggravant ainsi les disparités régionales à l'échelle nationale et suscitant la frustration des populations se voyant exclues des paradis touristiques.

En effet, contrairement aux zones bonifiées par le tourisme, c'est au compte-goutte que les autres régions ont tiré profit de la politique modernisatrice et urbanistique de l'État. Il faut penser ici à toutes ces régions qui étaient les premières à s'engager dans le mouvement révolutionnaire à la suite de l'auto-immolation par le feu du jeune Mohamed Bouazizi, de même que dans les soulèvements précédents. Ces villes et villages comme Sidi Bouzid, Kasserine, Théla, Meknassi, Gafsa, Kebilli étaient

entièrement mis à l'écart des circuits touristiques, donc loin de connaître des mutations à l'instar des autres régions côtières. En outre, elles ont été privées d'autres alternatives économiques et timidement représentées au sein du gouvernement par des ministres qui en sont originaires, contrairement à la région du Sahel, par exemple, accaparant généralement la majorité gouvernementale.

Affectés par ce décalage et soumis à de telles inégalités, les habitants de ces régions ont été contraints à émigrer vers les zones favorisées, d'où l'apparition du phénomène d'exode rural qui a marqué le pays durant les premières décennies de l'indépendance. C'est le phénomène qui fut à l'origine de la multiplication de bidonvilles entourant ces mêmes centres urbains industrialisés. Ce sont des agglomérations anarchiques peuplées par des familles ayant pour la plupart abandonné le travail de la terre ou de l'artisanat dans l'espoir de trouver un travail saisonnier dans un hôtel ou dans une usine. Certes, ce qui a poussé ces gens à émigrer c'est le rêve d'améliorer leur niveau de vie et d'assurer à leurs enfants un avenir meilleur. Néanmoins, les plus jeunes d'entre eux étaient surtout attirés par le prestige et la séduction des villes touristiques. Ces dernières incarnaient aux yeux de ces jeunes l'idéaltype de la modernité et du cadre de vie décent auquel ils aspiraient. Lequel est souvent perçu à travers le prisme moderniste de l'époque, c'est-à-dire en tant que lieux et milieux fréquentés par des Occidentaux et meublés d'objets, en l'occurrence les hôtels, ayant une allure moderniste.

Dans le cadre d'une étude qui a porté sur les représentations des jeunes tunisiens de leur environnement social, des chercheurs ont réalisé une enquête auprès d'étudiants universitaires à Sousse, leur demandant «de classer par ordre d'importance cinq bâtiments ou ouvrages bien connus» (Groupe Huit 1979: 294). Sans exception aucune, «les étudiants ont placé en tête de liste les aéroports et les hôtels. Ils les ont classés avant des exemples d'architecture indigène» (*ibidem*: 294). Et les enquêteurs de conclure que le tourisme a, d'une part, amené les Tunisiens à se représenter la modernité à travers «l'énorme avion à réaction et les hôtels de luxe», et, d'autre part, à adopter l'équation suivante: «tourisme égale développement, en signifiant par là non seulement une croissance économique et la création d'emplois mais aussi des facteurs psychologiques significatifs tels que le prestige» (*ibidem*: 297).

On peut rapidement dire que cette situation n'a presque pas changé à l'époque de Ben Ali, c'est-à-dire durant les 23 années qui ont succédé au règne de Bourguiba. Paraphrasant Meddeb, je dirais en effet que l'Artisan du changement, du qualificatif laudatif qu'on accorde au dictateur déchu, a été le

successeur du Combattant suprême «pour le meilleur et pour le pire [mais surtout] pour le pire du pire» (Meddeb 2011: 35). En d'autres termes, le régime dictatorial qui vient de s'effondrer depuis une année a adopté la même politique touristique et donc fait perpétuer les mêmes inégalités sociales qui ont en découlé. Il a même aggravé le décalage entre les zones touristiques et celles qui ne le sont pas en permettant à ses proches, notamment la famille régnante, de s'emparer des investissements les plus juteux dans ce domaine.

D'après les affaires de corruption dévoilées par la presse locale après le 14 janvier 2011, plusieurs de ces proches auraient transformé ce secteur en un domaine de blanchiment d'argent, notamment par le détournement des sommes puisées dans les caisses de l'État vers des projets d'investissement dans l'hôtellerie, l'industrie du voyage et la spéculation foncière. Parmi ces affaires, notons la plus scandaleuse, pour ne pas dire la plus mafieuse, celle qui a concerné des hectares de terrains faisant partie du site historique de Carthage classé site du patrimoine mondial. Malgré cette reconnaissance prestigieuse à l'échelle internationale, le régime n'a pas hésité à déclasser partiellement le site afin de permettre à ses parrains d'en acheter à prix modique les plus belles parties bordant la mer, pour les revendre ensuite à des prix astronomiques (Belhassine 2011).

Paradoxalement, il faut noter un certain intérêt porté au patrimoine par le régime de Ben Ali; intérêt motivé par le désir de se démarquer de l'époque de Bourguiba, ainsi que par une volonté de faire fructifier la rentabilité du tourisme en l'ouvrant davantage au culturel. Cependant les tentatives animées par cette ouverture sont demeurées très superficielles. De plus, elles se sont limitées aux mêmes zones littorales et n'ont touché que très légèrement les autres zones intérieures quoiqu'elles regorgent de richesses patrimoniales énormes.

Ce tableau brossé du tourisme tunisien pendant les deux époques de Bourguiba et de Ben Ali, soit durant plus d'un demi-siècle, nous permet de diagnostiquer au moins quatre problèmes symptomatiques de la crise actuelle du tourisme tunisien. Le premier est structurel et s'explique par la monotypie du produit touristique tunisien basé à 95% sur le balnéaire. D'où sa soumission quasi totale aux dictats des hôteliers en tant que classe de complices servant souvent d'intermédiaires entre les firmes multinationales, en l'occurrence les tours opérateurs, et les cercles corrompus du pouvoir. Sans accuser tous les hôteliers de ce tort, il n'en demeure pas qu'ils sont pour la plupart pris dans cet engrenage. Ce qui les pousse, d'une manière ou d'une autre, à faire de leur hôtels des réserves

où l'on retranche les touristes du reste du pays afin de les amener à consommer au maximum tout au long de la journée. Il n'est pas sans rappeler que ces hôtels-réserves sont de surcroît confinés dans certaines régions sans les autres et qu'ils ne profitent donc que pour une infime minorité.

Dans le même ordre d'idées, le tourisme tunisien souffre de sa dépendance aux marchés européens dominés par une clientèle de la classe moyenne habituée aux voyages organisés vendus à très bas prix. Selon une anecdote assez répandue dans les milieux du tourisme, il revient moins cher à une famille européenne de passer un séjour tout compris en Tunisie que de rester chez elle en Europe. Cette situation n'a fait que brader le pays en tant que destination, mais aussi en tant que peuple et culture. Par conséquent, les ressources culturelles et patrimoniales sont restées à l'écart de l'offre touristique. Sinon, dans le meilleur des cas, elles sont investies en termes de sous-produits qui viennent compléter les produits principaux, à savoir le soleil, la plage, et l'hôtel. Il faut entendre par ces sous-produits les musées, le patrimoine dans toutes ses composantes et les événements culturels qui sont pour la plupart folklorisés, pour ne pas dire exotisés et balnéarisés.

Enfin, faut-il rappeler que le tourisme tunisien était également malade de son infiltration par le système de domination et de prédation de la dictature. Non seulement en ce qu'il faisait partie des domaines économiques parmi les plus souillés par les affaires de corruption, mais aussi dans la mesure où il a doté le régime dictatorial d'une façade promotionnelle à travers laquelle il s'est souvent montré en tant que régime moderniste qui gouverne un beau pays ouvert au monde et notamment à l'Europe et à l'Occident. Suivant des procédés souvent inavoués et subtils, la promotion touristique a servi de machine propagandiste et de laboratoire d'esthétisation du pouvoir (Saidi 2008) dans la Tunisie de Ben Ali. À l'instar des autres médias muselés, sinon réduits à l'habituelle langue de bois de l'époque, ceux de la publicité touristique ont été insidieusement infiltrés par les mêmes voix dithyrambiques qui, comme le formule ironiquement Khiari, avaient pour mission d'abreuver l'opinion publique locale et internationale de «publicités vantant la tranquillité et les douceurs d'une Tunisie immuablement destinée à produire du sable et des parasols, et aussi quelques serveurs au teint doré» (2011: 24).

Vers une révolution du tourisme tunisien?

Le débat articulé autour de ces problèmes ne cesse de s'intensifier au fur et à mesure que les conséquences de la Révolution sur le secteur tou-

ristique se font de plus en plus sentir. En effet, c'est en réaction à la crise et aux difficultés qu'elle a infligées aux professionnels, ainsi qu'aux milliers de familles vivant de ce secteur, que de multiples voix se lèvent pour dénoncer une politique touristique qui semble se trouver dans une impasse. Car il s'avère d'après ce débat en cours depuis quelques mois que la crise n'est pas conjoncturelle, mais plutôt pérenne et nécessite donc des solutions plus structurelles et durables susceptibles de remettre le secteur sur pied. C'est ce que souligne Wahid Ibrahim, ex-directeur général de l'ONTT, dans une lettre ouverte adressée au ministre du tourisme en rappelant que la crise de ce secteur «n'est pas le fruit de la Révolution mais tire son origine de décennies de gouvernance approximative, de comportements professionnels irresponsables ainsi que d'une accumulation de décisions guidées par des considérations clientélistes» (Ibrahim 2011).

À ce titre, les principaux acteurs de ce débat, en l'occurrence les professionnels du tourisme et les partis politiques, considèrent d'une manière ou d'une autre que le moment est tout à fait propice pour soumettre le secteur à un assainissement total. Le but étant, d'une part, de le guérir des séquelles de la dictature et de la corruption et, d'autre part, de l'adapter au nouveau contexte local et international et au rôle qu'il doit jouer dans une société qui s'est révoltée pour sa dignité et pour sa liberté, mais aussi afin d'assurer un développement juste, équitable et profitable à tous ses membres et à toutes ses régions.

De ce débat relayé en grande partie par les médias et les réseaux sociaux, s'est ainsi dégagé un appel quasi unanime à la mise en place d'une nouvelle politique touristique qui devra rompre avec celle du régime déchu et assurer le renouveau du tourisme tunisien. Dans cet ordre d'idée, les partis politiques ont accordé une importance particulière à l'avenir de ce secteur lors de la campagne électorale pour la Constituante en octobre 2011. Par exemple, le parti islamiste Ennahdha actuellement au pouvoir a joint à son programme électoral une section de 6 points présentant les grandes lignes de son approche politique et économique réservée à ce domaine. Ce faisant, il a passé sous silence sa vision teintée de moralisme sur le tourisme balnéaire et s'est plutôt prononcé sur son intention de diversifier l'offre touristique, notamment par le développement des produits culturels, écologiques, médicaux, sportifs et sahariens, par la promotion du tourisme intérieur, familial et solidaire et par l'ouverture du pays aux marchés touristiques arabes, plus particulièrement ceux des pays du Golfe⁴.

Plus nuancé, le Parti démocrate progressiste défend la thèse d'un tourisme durable plus appro-

prié au pays, c'est-à-dire basé sur une production adéquate et mieux équilibrée entre le culturel et le balnéaire: «Le tourisme balnéaire a fait notre gloire durant les 50 dernières années, il ne faut donc pas jeter le bébé avec l'eau du bain», constate la chargée du dossier de tourisme au sein du parti lors d'une conférence de presse organisée à ce sujet en date du 7 octobre 2011. L'idée est plutôt de rendre plus intelligible l'exploitation des ressources naturelles du pays, à savoir le soleil, la mer et la plage, comme le précise le représentant du parti dans la région touristique du Sahel: «nous devrions profiter de la présence de millions de touristes dans notre région pour vendre, en plus du soleil et de la plage, nos produits de terroir, notamment l'huile d'olive qui doit faire l'image de marque de notre pays».

L'appel à une refonte du tourisme balnéaire et à la valorisation des richesses du pays et de ses acquis dans ce domaine, a été également souligné à maintes reprises par les participants à une table ronde organisée par des professionnels du domaine. L'on a insisté lors de cette rencontre sur la nécessité de débarrasser le pays de son image de destination bradée en révisant à la hausse les prix des services offerts aux touristes «y compris le bronzage et les baignades dans la mer», souligne l'un des intervenants. Ce guide touristique rappelle que «les soins et produits de santé coûtent chers partout dans le monde et la vitamine D en est un comme c'est le cas de l'air et du régime méditerranéens». Selon lui, le tourisme balnéaire doit être revisité sous l'angle d'un tourisme de santé et de bien-être profitable à la fois aux touristes et aux populations locales. «Cessons, dit-il, de servir d'exutoire touristique à prix modique pour un sous-prolétariat européen en manque de défoulement, qui vient nous exploiter parce qu'il est exploité chez lui. Le tourisme doit avant tout reposer sur des intérêts communs et un respect mutuel».

Inspirées par de telles idées sur le tourisme solidaire et durable, d'autres voix prônent le développement d'un tourisme local qui doit, d'une part, venir en rescousse au secteur pendant les périodes de crise, et d'autre part, servir de levier de développement régional. Ce sujet a été à l'ordre du jour d'un forum organisé à la marge de la Foire méditerranéenne du Tourisme organisé à Tunis à la fin du mois de mai 2011. Des échanges partagés entre professionnels de tourisme et visiteurs venus spécialement pour cet événement, a émané l'idée d'un tourisme de solidarité et d'entraide susceptible de créer une synergie entre les régions et de favoriser une redistribution plus équitable des richesses à l'échelle du pays.

Selon les défenseurs de cette thèse, les caravanes de solidarité qui sont parties juste après la Révolu-

tion à partir des villes côtières vers les régions qui ont connu le déclenchement de cette dernière, devraient inspirer les acteurs du tourisme et les politiciens de la nouvelle Tunisie:

Pour moi c'était un mouvement touristique spontané, remarque une jeune. C'est vrai, l'euphorie de l'événement m'a emportée, mais j'ai découvert combien j'étais ignorante de ma propre culture et mon propre pays. Contrairement à ce que je pensais, j'ai découvert que ces régions n'étaient pas pauvres, mais plutôt nous qui l'étions. Nous sommes pauvres car nous avons tout le temps ignoré cette partie de nous-mêmes.

Ces idées discutées ici et là font écho à un débat multivoque et polyphonique qui s'est déclenché de tout bord depuis la Révolution. Il est d'autant plus éclaté et intense qu'il mobilise tout le monde et risque par moment de plonger l'opinion publique dans une sorte de délire collectif symptomatique d'un traumatisme postrévolutionnaire, diraient les psychosociologues. Autant dire que débattre en Tunisie – du tourisme, de la liberté, de la démocratie, de la justice transitionnelle, du voile, du niqab, des snipers, des Trabelsi, etc. – est devenu le sport favori des Tunisiens en ces temps de l'après-Révolution.

Certes, cet engouement de parler de maintes affaires en même temps est l'un des fruits de ce vent de liberté qui submerge le pays depuis un an. Il est tellement fort répandu qu'il se traduit à travers un mouvement collectif de contestation, de grèves, de sit-in, de cris de «dégage» en face des responsables politiques et administratifs, et de toute autre forme d'hostilité au pouvoir. Disons qu'il s'agit d'un nouveau souffle qui anime les Tunisiens en les rendant plus prédisposés à s'exprimer librement sur toutes les questions de l'intérêt commun, notamment celles qui étaient quasiment réservées à une élite restreinte du pouvoir comme c'est le cas du tourisme. Parler de ce dernier devient ainsi comme un acte libérateur qui permet aux participants à ce débat de se réapproprier des paroles et des opinions qui leur étaient d'une manière ou d'une autre confisquées. C'est dire qu'il les incite à s'affirmer sur ce qui devient au fil des discussions comme une cause nationale dont il revient à tous les citoyens de s'y impliquer⁵.

En ce sens, l'on constate que le tourisme n'est pas seulement abordé en tant que secteur économique qui se trouve conjonctuellement en crise, mais aussi comme source de richesse à redistribuer équitablement et comme partie du pays à se réapproprier et à envahir par ceux qui en étaient privés. En d'autres termes, le tourisme est revisité sous l'angle d'un modèle social et politique à redéfinir et à remodeler. C'est un projet collectif qui permet aux uns et aux autres de se prononcer sur l'actualité et le devenir du pays, ainsi que sur l'image que celui-ci

doit renvoyer à soi-même et à l'autre. La crise met en effet les Tunisiens en face de cette image. Elle les pousse à s'interroger sur le regard qu'ils portent sur eux-mêmes et sur le monde, d'où le désir de la déconstruire, en vue de la reconstruire sous forme d'une œuvre commune; une œuvre d'art je dirais, qui leur permet de recréer le pays à leur guise et non nécessairement conformément aux dictats du pouvoir ou selon les goûts prédéfinis des touristes.

Sur ce plan, la Révolution a été d'une inspiration telle qu'elle a conduit les Tunisiens, notamment les jeunes, à se mettre au grand jour en tant qu'artistes et créateurs de leur propre monde. Cela a été plus particulièrement révélé à travers deux phénomènes postrévolutionnaires en lien avec le tourisme. Le premier concerne l'apparition de nouvelles formes d'hospitalité touristique par la mise en place de plusieurs maisons d'hôtes, de gîtes ruraux et de logements chez le citoyen. Le deuxième concerne la tendance de plus en plus incessante à créer de nouveaux musées et à organiser des expositions temporaires.

Notons pour le premier point que la plupart de ces nouvelles structures d'accueil touristiques ont vu le jour à l'époque de Ben Ali, mais qu'elles étaient obligées, hormis quelques exceptions, à travailler dans la clandestinité. D'après certains promoteurs rencontrés, les autorités de l'époque n'étaient pas assez favorables à ce type d'hébergement car elles y voyaient au moins deux menaces. La première est d'ordre sécuritaire et consiste en la crainte de perdre le contrôle sur des lieux accueillant des résidents locaux et étrangers dont il n'était pas toujours facile de «ficher» les noms comme dans les hôtels. La seconde est motivée par le risque de voir de tels projets d'investissement échapper à la mainmise des mêmes affairistes corrompus soutenus par le pouvoir.

À cet effet, la Révolution a comme levé le voile sur ces structures en les faisant propulser sur la scène touristique sous les traits d'un nouveau concept alternatif à celui des complexes hôteliers. D'ailleurs, elles contrastent avec ces derniers dans la mesure où elles sont pour la plupart situées dans des zones éloignées des stations balnéaires et attirent une clientèle locale dans sa majorité. D'après les explorations préliminaires de l'Association de promotion du tourisme alternatif créée depuis quelques mois dans le but de rassembler les acteurs de ces nouvelles formes d'offre touristique, ce nouveau réseau de structures d'hospitalité compte pas moins de 120 unités. Il est essentiellement dirigé par de jeunes promoteurs et fréquenté par des touristes locaux issus des classes aisées et moyennes.

Ce sont des journalistes, des universitaires, des fonctionnaires, des ingénieurs, des médecins, des avocats et de jeunes hommes d'affaires qui cherchent à découvrir ou plutôt à redécouvrir une

autre Tunisie qu'ils considèrent authentique, non touristique, pour ainsi dire à l'abri du tourisme de masse. En effet, c'est cette Tunisie lésée, étouffée, appauvrie et demeurée en décalage par rapport à l'autre Tunisie, celle privilégiée par le régime dictatorial, qui attire et séduit les membres de cette élite. D'où leur choix inavoué de tourner le dos aux confort des complexes hôteliers et aux sentiers battus du tourisme balnéaire en optant pour ces unités d'accueil certes plus sobres et plus modestes, mais révélatrices, aux yeux de ces intra-touristes, du vrai charme du pays, de ses richesses culturelles et de ses profondeurs inexplorées.

Différemment formulée, cette idée est revenue à maintes reprises dans les discours de ceux avec qui nous nous sommes entretenus à la suite d'une visite effectuée dans une maison d'hôte dans le gouvernorat de Zaghuan, mettant en vedette le patrimoine gastronomique et ethnologique andalous comme trait distinctif de la région. Certains nous ont raconté le plaisir qu'ils ont vécu en découvrant «les différentes strates patrimoniales de la région en commençant par le Temple des eaux, passant par la confiserie andalouse et arrivant aux paysages naturels impressionnants». D'autres nous ont parlé de l'intérêt de côtoyer des citoyens tunisiens «déconnectés, des gens non stressés comme nous autres dans les grandes villes, qui semblent vivre heureux malgré le manque de moyens». D'autres enfin nous ont fait l'aveu de se sentir déçus, culpabilisés et tristes de n'avoir découvert la région que tardivement «alors qu'elle n'est qu'à une soixantaine de kilomètres de Tunis et qu'elle est d'une beauté exceptionnelle quoiqu'elle ne soit pas bordée d'une plage!».

Au sujet de cette beauté qui, pour ainsi dire, transcenderait les normes du tourisme de masse, les visiteurs comme les promoteurs s'accordent tous à dénoncer le regard touristique «dompteur», pour reprendre une expression d'Urry (1990), qui a réduit le pays à une carte postale. «Se soumettre à ce regard, faire tout pour satisfaire les attentes des touristes occidentaux quitte à se défigurer et à perdre son âme, c'est ce qui nous fait tourner en rond autour des mêmes clichés et des idées reçues dans l'espoir de sortir de la crise», commente un jeune participant à cette activité. Et un autre de surenchéris:

Le tourisme des plages dorées, des mers turquoises et des hôtels cinq étoiles, nous a emprisonnés dans des canons de beauté erronés, dans une image qui ne nous ressemble pas. Aveuglés, on ne se regarde plus par nos propres yeux, mais à travers le regard brouillé d'un autre. L'un des avantages de la Révolution, c'est qu'elle nous a poussé à nous regarder en face, à nous voir tels que nous sommes, en un mot elle nous a permis de rentrer chez nous et de retrouver notre part perdue de nous-mêmes.

Deux éléments importants sont à souligner afin de mieux saisir la portée de ces discussions, de même que les motivations qui sous-tendent cette nouvelle forme de tourisme. D'une part, le désir de rompre avec les «vieilles» habitudes de voir, de visiter et d'explorer le monde, n'est pas l'apanage des seuls Tunisiens. Il relève plutôt d'un mouvement universel qui s'organise autour du concept «d'anti-tourisme» (Christin 2008) et se traduit par une tendance de plus en plus répandue dans le monde qui consiste à faire, d'une manière ou d'une autre, du tourisme tout en évitant d'être désigné comme touriste. D'où l'engouement pour des modes de visite, d'hébergement et de voyage qui tentent d'aller à l'encontre de celles réputées être représentatives du tourisme de masse. Néanmoins, l'anti-tourisme dans le contexte postrévolutionnaire tunisien, ne peut être uniquement motivé par ces nouvelles tendances de la demande touristique. Il est de surcroît teinté d'une vision politique qui pointe du doigt le tourisme comme facteur majeur d'inégalité sociale et de disparités régionales. À cet effet, les anti-touristes tunisiens se considèrent avant tout animés par une fibre patriotique qui anoblit leurs pratique et la recouvre d'une touche d'engagement et de militantisme. Ils se voient œuvrer pour un tourisme fédérateur et rassembleur, et non plus diviseur du pays comme il l'était de tout temps. Autrement dit, ils se voient entamer une rupture d'avec ce tourisme de colère et révoltant qui fracturait la société, tout en se mettant en marche vers un autre type de tourisme plutôt solidaire et unificateur.

D'autre part, le désir d'en finir avec les modes archaïques de promotion touristique, ne peut que rimer avec les revendications de dignité, de liberté et de justice. Appeler implicitement et explicitement, pour le dire dans mes termes, à épurer l'image du pays des stéréotypes et des clichés, à la rajeunir et à la guérir de ses rides publicitaires, constitue en soi une «déclaration d'insoumission» (Benslama 2011: 13) à ce même regard dompteur de l'autre. Sortir de ce regard, se libérer de son emprise sur l'image du pays, ses paysages et ses visages, c'est ce qui fait de ces retrouvailles, de ces circuits et parcours de réconciliation avec soi et avec les profondeurs de son pays, un acte libérateur qui participe d'une volonté de rendre justice aux régions défavorisées et aux gens démunis qui les habitent.

Cette tendance à rendre hommage au citoyen lambda en le montrant en vedette, mais surtout en héros de la révolution, s'est aussi manifesté à travers l'engouement pour la création de nouveaux musées destinés à mémoriser l'héritage de la Révolution. D'après la presse locale, au moins une dizaine de musées verront le jour d'ici les deux prochaines années dont celui qui sera consacré à la commé-

moration de la Révolution. Dans la même veine, de jeunes artistes se sont lancés dans l'élaboration d'expositions qui s'inspirent pour la plupart des derniers événements et qui cherchent à mettre en avant une nouvelle image du pays.

J'en cite ici deux exemples significatifs. Le premier concerne l'exposition *Objets de révolte* qui a consisté en des œuvres d'art contemporain réalisées à partir d'artefacts je dirais vivants de la Révolution comme les débris des postes de police incendiés, les ferrailles de voiture calcinés ou les projectiles des bombes de gaz lacrymogène.

Le deuxième est encore plus impressionnant. Il porte sur l'exposition de rue *Artocratie ou Tunisien inside outside* qui s'est inspirée des techniques de la photographie urbaine du photographe français JR. Son concept repose sur l'idée d'installer des photos de citoyens tunisiens ordinaires de toutes les couches sociales dans les lieux mêmes où on installait les photos du dictateur et des symboles de son régime. Ainsi, les jeunes artistes tunisiens auteurs de cette exposition ont envahi pratiquement tous les coins de la ville de Tunis, ainsi que dans d'autres villes du pays en mettant en avant les visages de leurs compatriotes; visages qui pour la plupart expriment des émotions de joie, de victoire, de gloire, d'humour d'enthousiasme. Ce sont des expressions qui montrent un tunisien en pleine forme, content d'avoir assumé sa Révolution et reconquis sa ville, son quartier, ses monuments, etc. C'est un Tunisien qui se regarde et se laisse regarder sans s'inquiéter de la censure de la police ou de la surveillance des mouchards. En peu de mot, le Tunisien retrouve sa liberté en envahissant un espace public qui lui était interdit et en regardant en pleine face dans son propre visage.

Conclusion

La Tunisie a grandement changé au bout d'une année, soit depuis que le peuple tunisien ait clamé d'une seule voix: «Ben Ali dégage... le peuple veu la chute du régime». Ce changement a été tellement fort et brusque qu'il a débordé les frontières de ce petit pays de dix million d'habitant pour se répandre à l'échelle de la région, voire du monde, d'où l'intérêt d'explorer les dédales et les horizons de ce qu'on appelle aujourd'hui le printemps tunisien et arabe. Toutefois, soumettre à l'étude un pays en pleine révolution où les événements se succèdent en se bousculant, faisant ainsi profiler plus d'un scénario, nécessite de la prudence quant aux conclusions à en tirer à ce stade-ci de la réflexion. En effet, il est difficile de faire le bilan de ce qui s'est produit jusqu'à présent tant et aussi longtemps

que la situation politique, économique et sociale demeure instable, voire explosive et imprévisible.

Chose certaine, ce tsunami révolutionnaire qui déferle encore sur le monde arabe, est loin d'être fortuit comme le laisse parfois penser la soudaineté apparente de son éclatement. À se pencher de près sur l'origine et l'évolution des événements déclencheurs, de même que sur les mouvements populaires précurseurs de la révolution tunisienne, l'on constate que cette dernière constitue le point de non-retour d'un système politique qui a atteint ses limites et épuisé toutes les chances de sa survie. En d'autres termes, elle est l'incarnation «d'un moment axial [...] le point zéro du comput» (Ricoeur 1985: 157) dans l'histoire du pays. C'est un moment qui se produit en temps et lieu lorsque ce système arrive au bout de ses souffles sous l'effet d'accumulation de crises de toute sorte, chose qui le prédispose à un effondrement soudain et vraisemblablement inattendu. Méheust parle en ce sens de «saturation», notion qu'il emprunte à Simondon (1989) pour expliquer de telles situations préévolutionnaires où un régime politique devient «incompatible avec lui-même» (Méheust 2009: 31) à force d'être saturé de ses propres crises. Dans de pareils cas, ce système se fragilise à un tel point qu'«un 'germe'⁶, c'est-à-dire un événement singulier et contingent, [peut] l'enflammer à tout moment et l'engager dans un mouvement imprévisible» (*ibidem*: 35).

Étudié sous l'angle de cette notion de saturation, soit comme on l'a fait dans cet article, à la lumière de ses impasses innombrables et de ses issues incertaines, le tourisme a servi de micro-système qui «in-forme» (*ibidem*: 34), sur un macro-système, lui-même saturé et arrivé au bout de ses possibilités. L'étude nous a en effet montré que le tourisme est un microcosme qui fournit une image assez précise d'une flopée de problèmes et de crises perpétuées qui ont préparé le terrain au déclenchement de la Révolution en la rendant inévitable à un moment bien précis de l'histoire. Pensons surtout aux exemples phares précités comme les disparités sociales et économiques entre les régions côtières et celles de l'arrière-pays, le phénomène de l'exode rural et la multiplication de bidonvilles éparpillés ici et là à la marge des hôtels de luxe, le façadisme corrompu⁷ et les représentations illusoire de la modernité, l'image réductrice, mais surtout trompeuse d'un beau pays stable et paisible dissimulant la réalité amère d'une société bâillonnée, frustrées et dépressive⁸.

Accumulés, complexifiés et s'aggravant les uns et les autres, ces problèmes transformés au fil du temps en crises pérennes et incurables, ont explosé le pays en cris, en larmes de joie et de détresse, en courants de pensées opposés et en discussions houleuses

et controversées. Mais ils l'ont également plongé dans l'incertitude et l'imprévisibilité. La révolution n'étant pas encore finie, n'a jusqu'ici fait qu'éclater les problèmes sans nécessairement les résoudre.

Notes

¹ L'auteur tient à remercier le Conseil de recherche sur les Sciences Humaines du Canada pour son soutien dans la réalisation de cette étude.

² L'article puise dans des sources documentaires retraçant l'évolution du secteur touristique en Tunisie à l'époque postcoloniale. Il prend également appui sur des résultats préliminaires d'enquêtes de terrain effectuées après le 14 janvier 2011. Celles-ci sont axées, entre autres, sur des observations in situ, des entrevues réalisées auprès des professionnels de tourisme, des dépouillements de site web, une revue quotidienne de la presse locale, un suivi régulier des échanges et des débats – au sujet du tourisme – relayés par les réseaux sociaux, notamment le Facebook.

³ Expression assez récurrente dans les discours de Bourguiba.

⁴ Voir la page officielle du parti Ennahdha sur Facebook (consulté le 28 décembre 2011).

⁵ Notons que les courants religieux les plus radicaux, comme les salafistes ou le parti Attahrir, demeurent opposés au tourisme dans sa forme actuelle, c'est-à-dire en tant qu'industrie de loisir favorisant l'investissement hôtelier et ouvrant le pays à une clientèle occidentale. Outre les réserves d'ordre religieux, ces courants dénoncent la fragilité économique du secteur touristique, ainsi que ses retombées néfastes sur d'autres secteurs comme l'agriculture.

⁶ Dans le cas de la révolution tunisienne, ce «germe» n'était autre que l'acte d'auto-immolation par le feu entrepris par Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010, soit à peine un mois avant la chute du régime.

⁷ Notons en passant que le mot français «façade» résonne avec le mot arabe «fessade» qui signifie corruption.

⁸ Selon des informations rapportées par la presse locale et internationale, un Tunisien sur deux souffrait en 2005 de troubles mentaux. Ce constat fait partie d'une enquête réalisée par l'Organisation mondiale de la santé et passée sous silence par le régime de Ben Ali.

Cette étude révèle que 37% des cas présentaient des problèmes de dépression et d'anxiété. Voir le journal en ligne *StateAfrique*: <http://www.slateafrique.com/53483/la-tunisie-post-revolutionnaire-au-bord-de-la-folie-sante-mentale> (consulté le 5 janvier 2012).

Références

Belhassine O.

2011 «Carthage, le dossier secret d'un déclassement: acheter au cœur d'un site historique», *La Presse de Tunisie*, 21 février 2011.

Benslama F.

2011 *Soudain la Révolution: géopsychanalyse d'un soulèvement*, Cérès Éditions, Tunis.

Camau M. et Geisser V.

2004 «Entretien avec Mohamed Ben Smaïl», in M. Camau et V. Geisser (ed.), *Habib Bourguiba: la trace et l'héritage*. Karthala, Paris: 549-562.

Christin R.

2010 *Manuel de l'anti-tourisme*, Écosociété, Paris.

Groupe Huit (entreprise française de consultants)

1979 «Les effets socioculturels du tourisme en Tunisie: monographie de Sousse», in E. Kadt (ed.), *Tourisme: passeport pour le développement?* Économica, Paris: 281-299.

Ibrahim W.

2011 «Lettre entr'ouverte à Monsieur le Ministre du tourisme», in www.businessnews.com.tn, 27 novembre 2011 (consulté le 25 décembre 2011).

Jedidi M.

1986 *Croissance économique et espace urbain dans le Sabel tunisien depuis l'indépendance*, Publications de l'Université de Tunis, Tunis.

Khari S.

2011 «La Révolution tunisienne ne vient pas de nulle part» (entretien réalisé par Hibou B.), in *Politique Africaine*, 121: 23-34.

Meddeb A.

2011 *Printemps de Tunis: la métamorphose de l'histoire*, Cérès Éditions, Tunis.

Méheust B.

2009 *La politique de l'oxymore: comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde*, La

Découverte, Paris.

Ricoeur P.

1985 *Temps et récit*, Seuil, Paris: Vol. III.

Saidi H.

2006 «Vadrouilleurs, Dervishes and Tourists: Going Between Frontstage and Backstage in Tunisia», in *The Journal of North African Studies*, 11, 4: 409-420.

2008 «When the Past Poses Beside the Present: Aestheticising Politics and Nationalising Modernity in a Postcolonial Time», in *Journal of Tourism and Cultural Change*, 6, 2: 101-119.

Simondon G.

1989 *L'individuation psychique et collective*, Aubier, Paris.

Urry J.

1990 *The Tourist Gaze*, Sage, London.

FRANCESCA MARIA CORRAO
 Dipartimento di Scienze Politiche
 Università Luiss-Guido Carli, Roma
 corraobobbio@gmail.com

Arab Revolutions: The cultural Background

Arab Revolutions are the result of a long process of cultural growth: the need to address world economic crisis made evident the clash between expectations and the inadequacy of the political elite. Looking back over the historical crises in the Arab world we recognize similar patterns. The Arab awakening has, since its early days, shown the presence of few common elements: education and military reforms, spread of new ideas, demographic growth and a new generation with high expectations. In the past either the ruling class had repressed the revolutionary movements (Ottoman, Colonial powers) or the army had put their governments to an end (Nasser and Asad). In the present experience there are new elements: women's empowerment, new media and the growing role of civil society with both secular and Islamic trends.

The critical elements are economic, social and also legal: in fact, the revolutions have shown up the fragility of societies that still maintain traditional social codes, like the family law, with a conservative interpretation of the Islamic faith(s?) that clashes with the needs of the modern working woman.

Furthermore, the Governments were not able to answer to the higher expectations of the young graduates, and their competences became a boomerang: a ruling class that proved unable to govern transition from dictatorship towards modernity and democracy. The new media helped to bring together the different groups of young people that had already worked to change the situation in the past years. The most difficult task now is to grant equal rights and duties to the different political and cultural realities of the country. This paper will examine these elements with a view to understanding the changes taking place in these countries through the lenses of the socio-political actors that emerged in the region and that are likely to play an increasingly prominent and assertive role in the future.

Keywords: Culture; Gender; Secularism; Education; Media

Le rivoluzioni arabe: Il background culturale

Le rivoluzioni arabe sono il frutto di un lungo processo di crescita culturale che si è trovato in conflitto con una inadeguata classe politica, incapace di rispondere alla crisi economica internazionale. Uno sguardo alla storia moderna del mondo arabo evidenzia alcuni fattori ricorrenti nelle fasi rivoluzionarie: la riforma dell'educazione e dell'esercito, l'innovazione nella comunicazione, la crescita demografica e ambiziose giovani generazioni

animate da nuovi ideali. Le esperienze pregresse hanno visto concludersi la fase rivoluzionaria o nella sanguinosa repressione da parte dei regimi (Ottomano, coloniale) o con la fine di questi *manu militari* (Nasser e Asad). Le rivoluzioni in atto aggiungono delle novità: l'*empowerment* delle donne, l'internazionalizzazione dei *new media* e il ruolo crescente della società civile rappresentata sia da gruppi laici che religiosi.

Gli elementi critici, oltre alla crisi economica, sono di natura legale e sociale. Il cambiamento che si sta compiendo nella regione ha evidenziato la fragilità di società che ancora mantengono codici tradizionali di comportamento – come la legge dello stato di famiglia in cui prevale un'interpretazione conservatrice della *shari'a* – che contrastano con le esigenze della donna lavoratrice moderna.

Le ambiziose aspettative della giovane generazione di laureati sono state disattese dai governi mentre le competenze acquisite si sono rivelate dei boomerang poiché hanno reso evidente l'incapacità della classe al potere di gestire la transizione dalla dittatura verso la modernità e la democrazia.

La sfida consiste nel garantire uguali diritti e doveri alle diverse realtà culturali e politiche locali. I *new media* hanno agito da catalizzatore tra le varie forze presenti associando giovani che già da anni si muovevano alla ricerca di spazi per promuovere il cambiamento. Questi elementi saranno qui esaminati per comprendere i cambiamenti in atto nei paesi toccati dal vento della rivoluzione a partire dalla visione degli attori socio-politici che le hanno promosse e che avranno un ruolo preminente in futuro.

Parole chiave: Cultura; Genere; Secolarismo; Educazione; Media

SAMIA MIHOUB

Faculty of Letters and Human Sciences
 Université de Sherbrooke, Québec, Canada
 Samia.Mihoub@USherbrooke.ca

Cyberactivism at the time of the revolution in Tunisia

In this paper, we examine the contribution of the social Web in the events that led to the fall of the regime of Ben Ali in January 14, 2011. We take an interest in cyberactivism during the revolution for thinking about the ways of writing and archiving of the collective memory of Tunisia. In addition, the role played by cyberactivists through censored social platforms and websites is especially surprising in the sequence of events leading to the collapse considering how strong was the repression. We study the tools, methods and procedures of the actions carried out by cyberactivists to bypass repression, highlighting how in social events the Web acted as a relay of information, a catalyst of contestation and, since January 15, 2011, an outlet of the trauma of Ben Ali's fall. We also investigate

about how coordination between the Web and the street took place in the mobilization of the protest. Finally, we reflect on the changing role of online activists in post-revolutionary Tunisia and the need to redefine their roles, their speeches and their goals. The debate about reclaiming the public sphere, a watermark of our analysis, permits to observe how the reconstruction process is at work. The learning of democratic public debate takes place in an context charged with conflict, tension and disagreements of various kinds.

Keywords: Revolution; Censorship; Public sphere; Tunisia; Social web

Il "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione tunisina

In questo articolo si prende in esame il contributo del social web nella catena di eventi che porterà alla caduta del regime di Ben Ali, il 14 gennaio 2011. Il nostro interesse è rivolto al "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione per riflettere sulle procedure di scrittura e archiviazione della memoria collettiva della Tunisia. Inoltre, il ruolo dei "cyber-attivisti" su piattaforme sociali e siti web censurati, è stato tanto più sorprendente nella sequenza degli eventi che hanno portato al crollo del regime quanto più forte era l'azione di repressione. Il nostro studio si concentra dunque sugli strumenti, le modalità e le procedure d'azione messe in atto dai "cyberattivisti" per bypassare le misure repressive. Questa analisi permette di evidenziare la funzione di trasmissione delle informazioni che il Web ha giocato in questi eventi, di catalizzatore di una parte della contestazione e, a partire dal 15 gennaio 2011, di sfogo delle reazioni seguite allo shock della caduta di Ben Ali. Ci siamo interrogati anche sulle modalità di coordinamento tra la rete e la strada nella mobilitazione della contestazione.

Infine, si è anche riflettuto sull'evoluzione del ruolo dei "cyberattivisti" nella Tunisia post-rivoluzionaria e sulla necessità di ridefinire i loro ruoli, i loro discorsi e i loro obiettivi. Il dibattito sulla riappropriazione della sfera pubblica, che appare in filigrana da questa analisi, permette di osservare il processo di ricostruzione che è in atto. L'apprendimento del dibattito pubblico democratico avviene in un contesto carico di tensioni e di divergenze di varia natura.

Parole chiave: Rivoluzione; Censura; Sfera pubblica; Tunisia; Social Web.

SEIMA SOUSSI
Département d'information et de communication
Université Laval
seima.soussi.1@ulaval.ca

How to make a revolution in the Internet age: The role of

the social media in the Tunisian revolution

The Tunisian revolution has surprised the whole world. First, because no one anticipated it. Second, because the overthrow of the dictatorial regime occurred in such a short time that the Tunisians themselves were amazed. To explain this phenomenon, the conclusion has emerged rapidly: Internet and specifically social media played an unprecedented role in the Tunisian revolution. Commentators, therefore, referred to it as «cyber-revolution», «Facebook revolution» or «2.0. revolution». However, after the fervor of events, analysts have changed their minds. Today, they tend to adopt a more nuanced tone and they relativize social media contribution to the popular protest movement.

For the Tunisian people, this revolution is basically a popular revolt against the social and economic injustice, a struggle for freedom and dignity. Yet, despite the rapid succession of events, a bloody repression took place. That is why considering social networks as the single explanatory factor of this protest movement is reductive. In the meantime, it's important to recognize the significant role they played in the information dissemination and the popular mobilization. The Tunisian revolution is therefore, the work of both protesters from the marginalized cities and neighborhoods who faced the police and also social media young users who challenged cyber censorship and joined the dissenters diffusing their cause into the entire world. During this popular uprising, Tunisians have changed their use of social media which have become a political activism tool.

Keywords: Cyber-activism; Cyber-revolution; Social media revolution; Online freedom of speech; Internet censorship

Come fare la rivoluzione nell'era di Internet: il ruolo dei social media nella rivoluzione tunisina

La rivoluzione tunisina ha sorpreso il mondo intero. Innanzitutto perché non era stata prevista da nessuno e in secondo luogo perché il rovesciamento del regime dittatoriale è avvenuto in tempi così brevi da stupire i Tunisini stessi. Spiegare questo fenomeno è semplice, poiché si arriva rapidamente alla conclusione che Internet e in modo particolare i *social media* hanno giocato un ruolo senza precedenti. Per questo motivo i commentatori hanno parlato spesso, in questo caso, di «cyber-revolution», di «Facebook revolution» o di «2.0. revolution». Tuttavia, dopo il fervore causato dagli eventi, gli analisti hanno cambiato opinione. Oggi tendono invece ad usare toni più sfumati e a relativizzare il contributo dei *social media* nel movimento di protesta popolare.

Per il popolo tunisino questa rivoluzione è fondamentalmente una rivolta contro l'ingiustizia economica e sociale, una lotta per la libertà e per la dignità. Una repressione sanguinosa della rivolta ha avuto luogo ancora

una volta anche a dispetto della rapida successione degli eventi. Questo è il motivo per il quale considerare i *social network* come l'unico fattore di questa protesta è riduttivo. Al tempo stesso, è importante riconoscere il ruolo significativo che hanno giocato nella diffusione delle notizie e nella mobilitazione popolare. La rivoluzione tunisina è perciò sia opera di dimostranti provenienti da città marginalizzate e dai dintorni che hanno affrontato la polizia sia di giovani utilizzatori dei *social media* che hanno sfidato la censura in Internet, unendosi ai contestatori e portando avanti la loro causa in tutto il mondo. Durante questa rivolta popolare i Tunisini hanno cambiato il loro modo di usare i *social media* che sono diventati strumenti di attivismo politico.

Parole chiave: Cyberattivismo; Cyber-rivoluzione; Rivoluzione dei *social media*; Libertà di parola *on line*; Censura in Internet

NABIHA JERAD
University of Tunis
nabiha.jerad@gmail.com

The Tunisian revolution: from slogans for democracy to language as power.

This article proposes that the Arab revolution is first and foremost a speech event. Drawing on the case of Tunisia where the revolution began, it examines the slogans of the revolution calling for "liberty" and "dignity" and other words that made History. Then, the article considers some semantic questions related to the Islamist/secularist dichotomy that has taken center stage since the revolution in the political debate for elections and where words became cultural stakes. And finally, it explores the emergence of the issue of the maternal language, colloquial Arabic as a political action challenging transition towards democracy that moves against the use of classical Arabic, as it excludes many Tunisians in Tunisia and more particularly in the diaspora.

Keywords: Slogans; Islamist; Secularization; Diglossia; Discourse analysis; Sociolinguistics

La rivoluzione tunisina: dagli slogan per la democrazia alle sfide della lingua.

Questo contributo analizza la rivoluzione araba in quanto evento linguistico. Esso si concentra sull'esempio tunisino, poi imitato nel resto della regione, per studiarne in primo luogo il potere di mobilitazione di slogan semplici e pragmatici che hanno espresso rivendicazioni politiche di *libertà* e di *dignità* e che hanno avuto risonanza in tutta la regione araba. Queste parole e le altre, che hanno raccontato e fatto la Storia, sono analizzate come

atti linguistici che hanno abbattuto la dittatura, mentre reclamavano con urgenza l'accesso alla democrazia. Il contributo analizza anche alcuni problemi semantici posti dai termini del dibattito politico in vista delle elezioni della Costituente e di cui la dicotomia «islamisti/laici-modernisti» è stata interpretata come una posta fondamentale della società. Infine, si riflette sul problema della lingua madre che ignora questo vocabolario politico, e che costituisce la prima sfida della democrazia in un caso come quello dell'arabo in cui la lingua ufficiale, *fusha*, esclude una buona parte dei Tunisini di Tunisia e della diaspora, rappresentati per la prima volta nella Tunisia della seconda repubblica.

Parole chiave: Slogans; Islamista; Secolarizzazione; Diglossia; Analisi del discorso; Sociolinguistica.

EMIR BEN AYED
emirbenayed@yahoo.fr

Struggles for freedom and dignity. A post-revolutionary account of a Tunisian photographer.

The text and the photos are a a posteriori subjective testimony of the author on the Tunisian revolution and its development, its causes and its actors as well as its outcome almost a year after its release.

Keywords: Revolution; Freedom; Tunisian youth; Dignity; Honor

Lotte per la libertà e la dignità. Testimonianze post-rivoluzionarie di un fotografo tunisino.

Questo testo e le foto sono una testimonianza soggettiva *a posteriori* dell'autore sulla rivoluzione tunisina, sul suo svolgimento, sulle cause, sugli attori e sui suoi esiti a quasi un anno dal suo scoppio.

Parole chiave: Rivoluzione; Libertà; Gioventù tunisina; Dignità; Onore

HABIB SAIDI
Département d'histoire
Université Laval (Québec)
habib.saidi@hst.ulaval.ca

Itinerary of the sudden death of a dictatorship. Tourism anger, corrupt facades and tourist revolution

This article looks at tourism and its link with the Tunisian revolution, both before and after it began. Consequently, the author adopts both a backward and forward looking perspective. In the first half, tourism is examined as one of

the major contributing factors to this revolution, especially as an economic sector that has been more beneficial for some regions than others, with all the social inequalities that engenders. In the second half, tourism is examined from the perspective of its potential to ensure Tunisia's progress in two ways: via a revolution in its tourism infrastructures and cultural potential, and by way of incorporating its new revolutionary image into its tourism. Accordingly, the article will discuss the aspirations for renewal in Tunisian tourism, which are being expressed in post-revolutionary discourse and museum exhibits.

Keywords: Tourism; Revolution; Dictatorship; Social inequalities; Crises

Itinerario della morte improvvisa di una dittatura. La reazione del turismo e la rivoluzione turistica

Questo articolo analizza le ripercussioni che sul turismo ha avuto la rivoluzione tunisina, sia prima sia dopo il suo inizio. Per questo motivo l'autore adotta una duplice prospettiva che guarda sia al periodo precedente la rivoluzione che a quello seguente. Nella prima parte del lavoro il turismo è visto come uno dei fattori che maggiormente hanno contribuito alla rivoluzione, soprattutto in quanto settore economico che, malgrado i disequilibri sociali che esso genera, ha portato più benefici in alcune regioni che in altre. Nella seconda parte il turismo è esaminato a partire dalla prospettiva del potenziale che esso assicura al progresso tunisino, in due modi: sia attraverso una rivoluzione delle infrastrutture turistiche e del potenziale culturale; sia attraverso l'inclusione di questa nuova immagine rivoluzionaria della Tunisia nel turismo. Infine sono discusse le aspirazioni di rinnovamento nel turismo tunisino, espresse nel discorso post-rivoluzionario e nelle esposizioni museali.

Parole chiave: Turismo; Rivoluzione; Dittatura; Disuguaglianze sociali; Crisi

PAOLA GANDOLFI
Dipartimento di Lettere, Arti e Multimedialità
Facoltà di Scienze Umanistiche
Università di Bergamo
paola.gandolfi@unibg.it

Ethnographies and fieldworks in Maghreb and in Morocco: before and after the "revolutions"

The Arab "revolutions" make us question about the dynamics of change, even the most complex and hidden ones, which have been ongoing in several Arab countries of the Mediterranean. As a matter of fact, only few ethnographic researches have been able to partially observe them. Here, we will focus on Maghreb, where the ongoing changes que-

stion us about the contribution of social and human sciences to the different modalities of observing and carrying out fieldwork, as well as to the multiple ways of narrating the complex heterogeneity and even the ambiguity of the contemporary context.

We propose to focus our attention on the Moroccan case study and especially on the history of social sciences in the Moroccan educational contexts, with the aim of grasping the complex interrelations between the history of these sciences and some key issues such as the weight of ideologies, the linguistic issue, the instrumental use of Islam, the conception of society behind the educational choices. In other words, we would like to observe the eternal relationship between research and politics, contextualising it in a specific national case. Within a historical perspective of the ethnographic research carried in Morocco, we will try to analyse some of the most recent works concerning the youngsters, their ways of expressing themselves, their artistic productions, the impact of the new media on their re-elaboration of the norms and on their daily behaviour, the emergence of social and political requests in connection with the lack of fundamental rights. Nowadays, some young Moroccan and Maghrebi researchers have chosen to observe the most recent ongoing events in Morocco and in Maghreb from inside and for many of them the theatres of the uprisings and of the demonstrations have become their fieldworks. Within this framework, we ask questions such as: what is actually changing in the subjects and modalities of their research, while such a fundamental socio-political change is going on?

All these issues refresh and renovate the debate between research and politics and oblige us to investigate the mobile relationship - within the Mediterranean area - between ethnographies and their fields, especially in contemporary Maghreb.

Keywords: Morocco; Social Sciences; Ethnographic revolutions; Anthropological research; Politics

Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le "rivoluzioni"

Le "rivoluzioni" arabe ci interrogano a proposito delle dinamiche di cambiamento, anche quelle più sotterranee e complesse, in atto da anni nei paesi arabi del Mediterraneo e che solo certe ricerche etnografiche hanno saputo parzialmente osservare. Il nostro sguardo si focalizza sul Maghreb, dove i processi di trasformazione in corso ci sollecitano sull'apporto delle scienze sociali e umane in rapporto alle modalità di osservare e di svolgere lavori sul campo, ma anche di narrare la complessa eterogeneità e ambiguità della realtà contemporanea. La proposta è allora di concentrarci sul caso marocchino e di ripercorrere la storia delle scienze sociali nei contesti di formazione, per scoprirne le complesse interrelazioni con alcune questioni chiave quali quella linguistica, l'uso

strumentale dell'Islam, il peso delle ideologie, i progetti di società nascosti dietro alle scelte educative e i principali processi sociopolitici. Tutti segni tangibili dell'etero rapporto tra ricerca e politica, che si concretizzano in uno specifico contesto nazionale. Partendo da una prospettiva storica dell'evolversi delle ricerche etnografiche in Marocco, si intendono analizzare alcuni dei lavori più recenti inerenti i giovani, le loro modalità di esprimersi e le loro produzioni artistiche, l'impatto dei nuovi media sulla riformulazione delle norme e sui comportamenti quotidiani, l'evolversi di alcune domande sociali e politiche in relazione alla mancanza di diritti fondamentali. Oggi, rispetto agli eventi più recenti in atto in Marocco e in Maghreb molti ricercatori hanno scelto di osservarli "dall'interno", i teatri delle rivolte e delle manifestazioni sono diventati terreno dei loro lavori sul campo. Come cambiano gli oggetti e le modalità di indagare con un così importante cambiamento del contesto sociopolitico? Tali interrogativi rinnovano il dibattito tra ricerca e politica (tra ricerca e centri di formazione alla stessa), invitandoci ad indagare il nesso mobile – all'interno dell'area mediterranea – tra etnografie e terreni su cui esse si realizzano, nei singolari contesti maghrebini contemporanei in divenire.

Parole chiave: Marocco; Scienze sociali; Rivoluzioni etnografiche; Ricerca antropologica; Politica

JONI AASI

Al-Istiqlal University, Birzeit University
ghadiaasi@gmail.com

Israel face to the Arab Spring: The power of popular movements

The Arab spring, defined in terms of popular mobilization against authoritarianism, represents primo a domestic change with regional impacts or with strategic implications at the regional level that can be described very well by the "end of the reduced siege". The trend of radicalization goes behind the cleavage radical and moderate regimes; it raises the fear from the emergence of a Sunnite majority's regime with a hegemonic position in the region. We are in presence of strategic thought of "Sykes-Picot style" (the cleavage minority and majority regimes). In the second place the Arab spring indicates a mobilization against the non-representation of the interest of the majority of citizens in the political map. By attacking the large gap between the governed and the governing, the Arab spring is a regional event. The mobilization of popular movements in the Arabic world has offered a repertoire of collective actions to be imitated by Palestinians and Israelis. Here, the Arab spring and in ideological terms provides an opportunity for the Pax democratica. The movements of protest in Israel can contribute to the integration of Israel in the region out of its "state of siege". But for the realization of that,

changes have to be effectuated also at the level of political symbolism of the Arab-Israeli conflict reflected in "essentialist" approach to Israeli democracy.

Keywords: Arab spring; Popular movements; Radicalization; Reduced siege; Democratization; Political symbolism

Israele di fronte alla Primavera araba: la forza dei movimenti popolari

La primavera araba, definita in termini di mobilitazione popolare contro l'autoritarismo, rappresenta innanzitutto un cambiamento interno con impatti regionali o con implicazioni strategiche a livello regionale che può essere descritto in modo efficace dalla "fine dell'assedio ridotto". La tendenza alla radicalizzazione è conseguenza della scissione tra regimi radicali e moderati che solleva dal timore dell'insorgere di un regime a maggioranza sunnita, con una posizione egemone nella regione. Siamo in presenza di pensiero strategico alla "Sykes-Picot" (scissione tra regimi di maggioranza e di minoranza). In secondo luogo, la primavera araba indica una mobilitazione contro la mancata rappresentazione degli interessi della maggioranza dei cittadini nello scenario politico. Si tratta di un evento regionale nella misura in cui si oppone al grande divario tra governati e governanti. La mobilitazione dei movimenti popolari nel mondo arabo ha offerto agli Israeliani e ai Palestinesi un repertorio di azioni collettive da imitare. In questo contesto, la primavera araba offre, in termini ideologici, un'opportunità per la Pax democratica. I movimenti di protesta in Israele possono contribuire all'integrazione di Israele nella regione fuori dal suo "stato d'assedio". Ma per la realizzazione di questo obiettivo, i cambiamenti devono essere operati anche a livello del simbolismo politico del conflitto arabo-israeliano che si riflette nell'approccio "essenzialista" alla democrazia israeliana.

Parole chiave: Primavera araba; Movimenti popolari; Radicalizzazione; Assedio ridotto; Democratizzazione; Simbolismo politico